



3

RISQUE DE CRÉDIT

APPRÉCIATION DE LA QUALITÉ DES ENCOURS ET POLITIQUE DE DÉPRÉCIATION

| | |
|--|----|
| Gouvernance du dispositif | 34 |
| Compensation d'opérations au bilan et hors-bilan | 34 |
| Méthodes de provisionnement et dépréciations sous IFRS 9 | 35 |

3.1 INFORMATIONS QUANTITATIVES 37

3.2 INFORMATIONS QUANTITATIVES DÉTAILLÉES 43

| | |
|--|----|
| Information sur les prêts et avances sujets à moratoire législatif et non législatif | 43 |
| Techniques de réduction des risques | 43 |

APPRÉCIATION DE LA QUALITÉ DES ENCOURS ET POLITIQUE DE DÉPRÉCIATION

Gouvernance du dispositif

D'un point de vue réglementaire, l'article 118 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne précise que « les entreprises assujetties doivent procéder, à tout le moins trimestriellement, à l'analyse de l'évolution de la qualité de leurs engagements ». Cet examen doit notamment permettre de déterminer, pour les opérations dont l'importance est significative, les reclassements éventuellement nécessaires au sein des catégories internes d'appréciation du niveau de risque de crédit, ainsi que, en tant que de besoin, les affectations dans les rubriques comptables de créances douteuses et les niveaux appropriés de provisionnement.

La mise en Watch List (WL) au sein du Groupe BPCE, que ce soit au niveau WL locale ou WL groupe, consiste à exercer une surveillance renforcée (WL sain) ou à prendre des décisions de provisionnement sur certaines contreparties (WL défaut).

La contagion de la WL groupe est automatique à fin 2020.

La contagion automatique de la WL locale des établissements référents sur les établissements non référents s'est achevée début 2021.

Les provisions statistiques sur encours sains, calculées au niveau Groupe pour les réseaux selon les exigences de la norme IFRS 9, sont

évaluées selon la méthodologie validée par le groupe (revue par une direction indépendante et validée en Comité Modèles *Risk Management* et en Comité Normes et Méthodes RCCP). Ces provisions intègrent des scénarios d'évolution de la conjoncture économique déterminés annuellement par les équipes de la recherche économique du groupe, associés à des probabilités d'occurrence revues trimestriellement par le Comité *watch list* et Provisions groupe.

Les provisions sur encours en défaut sont calculées aux bornes de chaque établissement, à l'exception des encours en défaut partagés dont le montant est supérieur à vingt millions d'euros et qui font l'objet d'une coordination centrale décidée par le Comité *watch list* et Provisions groupe trimestriel. Le provisionnement affecté est calculé en prenant en compte la valeur actuelle des garanties dans une approche prudente, sans *haircut* systématique à ce stade : une méthodologie visant à déployer une politique de *haircut* a été définie fin 2019 et déployée dans le cadre de la mise en œuvre de la guidance NPL (*non performing loan*).

Toute exposition en défaut qui ne serait pas provisionnée doit faire l'objet d'une justification renforcée pour expliquer l'absence de provisionnement.

Compensation d'opérations au bilan et hors-bilan

Le Groupe BPCE n'est pas amené à pratiquer, pour des opérations de crédit, d'opérations de compensation au bilan et au hors-bilan.

Méthodes de provisionnement et dépréciations sous IFRS 9

MÉTHODES DE PROVISIONNEMENT

Les instruments de dette classés en actifs financiers au coût amorti ou en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les engagements de financement et les contrats de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par résultat ainsi que les créances résultant de contrats de location et les créances commerciales font systématiquement l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour perte de crédit attendue (*Expected Credit Losses* ou *ECL*).

Les dépréciations sont constatées, pour les actifs financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. À chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

| 1. Statut 1 (stage 1 ou S1) | 2. Statut 2 (stage 2 ou S2) | 3. Statut 3 (stage 3 ou S3) |
|--|--|---|
| Encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an | Encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) ; | Encours dépréciés (ou <i>impaired</i>) au sens de la norme IFRS 9 pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré (par exemple non-remboursement d'un prêt à son échéance normale, procédure collective, impayés subis par le client, impossibilité de financer un investissement de renouvellement...) et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. |

Une politique de provisionnement sur la clientèle entreprises du groupe est mise en œuvre. Elle décrit les fondements du calcul de la dépréciation des créances et la méthodologie de détermination de la dépréciation individuelle à dire d'expert. Elle définit également les notions (mesure du risque de crédit, principes comptables de dépréciation des créances clients en IFRS et en normes françaises) et les données devant être contenues dans un dossier douteux et dans un dossier contentieux, ainsi que les éléments indispensables à présenter dans une fiche de provisionnement.

Une politique de provisionnement *Corporate* des expositions groupe inférieures à 15 M€ a été définie et déployée.

Dans la partie dédiée à la méthodologie de détermination de la dépréciation individuelle à dire d'expert, la politique de provisionnement définit des approches de dépréciation *going concern*, *gone concern*, approche mixte.

Le Groupe BPCE applique le principe de contagion : l'application de ce principe se réalise notamment dans le cadre de l'identification des groupes de contreparties clients, au travers des liens de grappages dans ces groupes.

Une méthodologie concernant la pratique des *haircut* sur la valeur des garanties, afin de prendre les inévitables aléas, a été définie et mise en place.

Le Groupe met en place une approche concernant la pratique des *hair-cut* notamment sur la valeur des garanties. Cette approche a été définie et mise en place pour permettre de gérer les inévitables aléas.

DÉPRÉCIATIONS SOUS IFRS 9

La dépréciation pour risque de crédit est égale aux pertes attendues à un an ou à terminaison selon le niveau de dégradation du risque de crédit depuis l'octroi (actif en Statut 1 ou en Statut 2). Un ensemble de critères qualitatifs et quantitatifs permettent d'évaluer cette dégradation du risque.

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Cette dégradation devra être constatée avant que la transaction ne soit dépréciée (Statut 3).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe a mis en œuvre un processus fondé sur des règles et des critères qui s'imposent à l'ensemble des entités du groupe :

- sur les portefeuilles de particuliers, professionnels et petites et moyennes entreprises, le critère quantitatif s'appuie sur la mesure de la variation de la probabilité de défaut à 12 mois depuis l'octroi (probabilité de défaut mesurée en moyenne de cycle) ;
- sur les portefeuilles de grandes entreprises, banques et financements spécialisés, il s'appuie sur la variation de la notation depuis l'octroi ;
- ces critères quantitatifs s'accompagnent d'un ensemble de critères qualitatifs, dont la présence d'impayés de plus de 30 jours, le classement du contrat en note sensible, l'identification d'une situation de *forbearance* ou l'inscription du dossier en *watch list* ;
- les expositions notées par le moteur dédié aux grandes entreprises, banques et financements spécialisés sont également dégradées en statut 2 en fonction du *rating* sectoriel et du niveau de risque pays.

Les actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie et qui intervient après leur comptabilisation initiale seront considérés comme dépréciés et relèveront du Statut 3. Les critères d'identification des actifs dépréciés sont similaires à ceux prévalant selon IAS 39 et sont alignés sur celui du défaut. Le traitement des restructurations pour difficultés financières reste analogue à celui prévalant selon IAS 39.

Les pertes de crédit attendues des instruments financiers en statut 1 ou en statut 2 sont évaluées comme le produit de plusieurs paramètres :

- flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation – ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat, de son taux d'intérêt effectif et du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- taux de perte en cas de défaut (LGD, *Loss Given Default*) ;
- probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en statut 2.

Pour définir ces paramètres, le Groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants, notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres et sur les modèles de projections utilisés dans le dispositif de *stress tests*. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9.

LES PARAMÈTRES IFRS 9

- visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ;
- doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;
- doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (*forward-looking*), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyenne de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

L'ajustement des paramètres à la conjoncture économique se fait *via* la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans. Les variables définies dans chacun de ces scénarios permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à trois ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long terme. Les modèles utilisés pour déformer les paramètres de PD et de LGD s'appuient sur ceux développés dans le dispositif de *stress tests* dans un objectif de cohérence. Ces scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence,

permettant *in fine* le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de dépréciation IFRS 9.

La définition de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue annuelle sur la base de propositions de la recherche économique. À des fins de cohérence avec le scénario budgétaire, le scénario central correspond au scénario budgétaire. Deux variantes – une vision optimiste du scénario et une vision pessimiste – sont également définies autour de ce scénario. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité *watch list* et Provisions du Groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions notées, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou qu'elles soient traitées en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques. Dans le cas d'expositions non notées, des règles par défaut prudentes s'appliquent (enjeux peu significatifs pour le groupe).

Le dispositif de validation des paramètres IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation des modèles déjà en vigueur au sein du groupe. La validation des paramètres suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne des modèles. Ces travaux sont vus en Comité modèle groupe et un suivi des préconisations est émise par la cellule de validation.

FORBEARANCE, PERFORMING ET NON-PERFORMING EXPOSURES

L'existence d'une *forbearance* résulte de la combinaison d'une concession et de difficultés financières et peut concerner des contrats sains (*performing*) ou dépréciés (*non-performing*).

Le passage de *forbearance performing* à *forbearance non-performing* suit des règles spécifiques distinctes de celles du défaut (existence d'une nouvelle concession ou d'un impayé de plus de 30 jours) et sont soumises, comme la sortie de la *forbearance*, à des périodes probatoires.

Une situation de restructuration forcée, une situation de procédure de surendettement ou toute situation de défaut au sens de la norme groupe impliquant une mesure de *forbearance*, telle que définie précédemment, constituent une *forbearance non-performing*.

Les informations relatives aux expositions *forbearance, performing* et *non-performing* s'ajoutent néanmoins à celles déjà fournies sur le défaut et l'*impairment*.

Les périodes probatoires liées à la sortie des situations de *forbearance* ont été déployées dans le cadre du projet nouveau défaut. Un guide de qualification de la *forbearance* a été déployé d'une part dans le cadre de la gestion de la crise, d'autre part, depuis fin 2020, il précise les critères permettant aux établissements de se référer à ces pratiques.

3.1 INFORMATIONS QUANTITATIVES

COUVERTURE DES ENCOURS DOUTEUX

| (en Md€) | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|--|------------|------------|
| Encours brut de crédit clientèle et établissements de crédit | 65,7 | 73,3 |
| Dont encours S3 | 2,1 | 2,5 |
| Taux encours douteux/encours bruts | 3,1 % | 3,50 % |
| Total dépréciations constituées S3 | 0,4 | 0,5 |
| Dépréciations constituées/encours douteux | 19,7 % | 19,40 % |

CQ1 : QUALITÉ DE CRÉDIT DES EXPOSITIONS RENÉGOCIÉES

| (en M€) | 31/12/2022 | | | | | | | Sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions renégociées | dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes faisant l'objet de mesures de renégociation |
|--|--|------------------------------|--|---|------------------------------|--------------|--|---|---|
| | Valeur comptable brute/Montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation | | | Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions | | | Sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes | | |
| | Renégociées performantes | Renégociées non performantes | | Renégociées performantes | Renégociées non performantes | | | | |
| | Dont en défaut | Dont dépréciées | Sur des expositions renégociées performantes | Sur des expositions renégociées non performantes | | | | | |
| Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Prêts et avances | 821 | 1 397 | 1 397 | 1 397 | - 12 | - 145 | 2 050 | 1 250 | |
| Banques centrales | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Administrations publiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Établissements de crédit | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Autres Entreprises Financières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Entreprises Non Financières | 10 | 20 | 20 | 20 | - 1 | - 17 | 1 | 1 | |
| Ménages | 811 | 1 377 | 1 377 | 1 377 | - 11 | - 127 | 2 049 | 1 249 | |
| Titres de créance | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Engagements de prêt donnés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| TOTAL | 821 | 1 397 | 1 397 | 1 397 | - 12 | - 145 | 2 050 | 1 250 | |

EU CR1 – EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES ET PROVISIONS CORRESPONDANTES

| | 31/12/2022 | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|---------------|------------------------------|--------------|--------------|--------------|---|--------------|--|--------------|----------|--------------|---|----------------------------------|--------------------------------------|
| | Valeur comptable brute/Montant nominal | | | | | | Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions | | | | | | Sûretés et garanties financières reçues | | |
| | Expositions performantes | | Expositions non performantes | | | | Expositions performantes – dépréciation cumulées et provisions | | Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions | | | | Sorties partielles du bilan cumulées | Sur les expositions performantes | Sur les expositions non performantes |
| | Dont étape 1 | Dont étape 2 | Dont étape 2 | Dont étape 3 | Dont étape 1 | Dont étape 2 | Dont étape 2 | Dont étape 3 | Dont étape 2 | Dont étape 3 | | | | | |
| <i>(en M€)</i> | | | | | | | | | | | | | | | |
| Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue | 1 016 | 1 014 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prêts et avances | 63 872 | 59 408 | 4 464 | 2 057 | 0 | 2 057 | - 76 | - 14 | - 62 | - 406 | 0 | - 406 | 0 | 35 454 | 1 648 |
| Banques centrales | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Administrations publiques | 15 972 | 14 293 | 1 679 | 5 | 0 | 5 | - 8 | - 1 | - 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 324 | 5 |
| Établissements de crédit | 13 345 | 13 345 | 0 | 0 | 0 | 0 | - 0 | - 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 608 | 0 |
| Autres Entreprises Financières | 28 | 1 | 26 | 0 | 0 | 0 | - 0 | 0 | - 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 |
| Entreprises Non Financières | 6 016 | 5 374 | 642 | 81 | 0 | 81 | - 7 | - 1 | - 5 | - 42 | 0 | - 42 | 0 | 5 069 | 37 |
| Dont PME | 1 990 | 1 749 | 241 | 43 | 0 | 43 | - 4 | - 1 | - 3 | - 15 | 0 | - 15 | 0 | 1 783 | 27 |
| Ménages | 28 511 | 26 394 | 2 117 | 1 970 | 0 | 1 970 | - 61 | - 12 | - 49 | - 364 | 0 | - 364 | 0 | 28 450 | 1 606 |
| Titres de créance | 6 611 | 6 513 | 98 | 0 | 0 | 0 | - 3 | - 1 | - 2 | - 0 | 0 | 0 | 0 | 936 | 0 |
| Banques centrales | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Administrations publiques | 6 422 | 6 324 | 98 | 0 | 0 | 0 | - 3 | - 1 | - 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 768 | 0 |
| Établissements de crédit | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres Entreprises Financières | 47 | 47 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 26 | 0 |
| Entreprises Non Financières | 142 | 142 | 0 | 0 | 0 | 0 | - 0 | - 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 142 | 0 |
| Expositions hors-bilan | 1 031 | 800 | 66 | 1 | 0 | 1 | - 0 | - 0 | - 0 | - 0 | 0 | - 0 | 0 | 42 | - 0 |
| Banques centrales | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Administrations publiques | 614 | 562 | 52 | 0 | 0 | 0 | - 0 | - 0 | - 0 | - 0 | 0 | 0 | 0 | 26 | 0 |
| Établissements de crédit | 166 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres Entreprises Financières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - 0 | 0 | - 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Entreprises Non Financières | 232 | 219 | 13 | 0 | 0 | 0 | - 0 | - 0 | - 0 | - 0 | 0 | - 0 | 0 | 6 | 0 |
| Ménages | 18 | 17 | 2 | 0 | 0 | 0 | - 0 | - 0 | - 0 | - 0 | 0 | - 0 | 0 | 10 | - 0 |
| TOTAL | 72 529 | 67 735 | 4 630 | 2 057 | 0 | 2 057 | - 79 | - 15 | - 64 | - 406 | 0 | - 406 | 0 | 36 432 | 1 648 |

EU CQ3 – QUALITÉ DE CRÉDIT DES EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES PAR NOMBRE DE JOURS EN SOUFFRANCE

| (en M€) | 31/12/2022 | | | | | | | | | | | |
|--|--|-------------------------------------|--|--------------|--------------------------------------|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-----------------------|----------------|--------------|
| | Valeur comptable brute / Montant nominal | | | | | | | | | | | |
| | Expositions performantes | | | | | | Expositions non performantes | | | | | |
| | Pas en souffrance ou en souffrance > 30 jours ≤ 30 jours | En souffrance > 30 jours ≤ 90 jours | Paiement improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours | | En souffrance > 90 jours ≤ 180 jours | En souffrance > 180 jours ≤ 1 an | En souffrance > 1 an ≤ 2 ans | En souffrance > 2 ans ≤ 5 ans | En souffrance > 5 ans ≤ 7 ans | En souffrance > 7 ans | Dont en défaut | |
| Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vues | 1 016 | 1 016 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Prêts et avances | 63 872 | 63 704 | 167 | 2 057 | 1 332 | 195 | 151 | 133 | 173 | 43 | 29 | 2 057 |
| Banques centrales | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Administrations publiques | 15 972 | 15 968 | 4 | 5 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 |
| Établissements de crédit | 13 345 | 13 345 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres Entreprises Financières | 28 | 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Entreprises Non Financières | 6 016 | 6 015 | 1 | 81 | 36 | 19 | 0 | 1 | 18 | 6 | 0 | 81 |
| Dont PME | 1 990 | 1 990 | 1 | 43 | 12 | 18 | 0 | 1 | 6 | 6 | 0 | 43 |
| Ménages | 28 511 | 28 349 | 162 | 1 970 | 1 290 | 176 | 151 | 132 | 155 | 37 | 29 | 1 970 |
| Titres de créance | 6 611 | 6 611 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Banques centrales | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Administrations publiques | 6 422 | 6 422 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Établissements de crédit | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres Entreprises Financières | 47 | 47 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Entreprises Non Financières | 142 | 142 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Expositions hors-bilan | 1 031 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Banques centrales | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Administrations publiques | 614 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Établissements de crédit | 166 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres Entreprises Financières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Entreprises Non Financières | 232 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ménages | 18 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 72 529 | 71 331 | 167 | 2 057 | 1 332 | 195 | 151 | 133 | 173 | 43 | 29 | 2 057 |

EU CR1-A – ÉCHÉANCE DES EXPOSITIONS

| (en M€) | 31/12/2022 | | | | | | |
|-------------------|--------------------------------|---------------|-----------------|---------------|--------------------------|--|---------------|
| | Valeur exposée au risque nette | | | | | | |
| | À vue | <= 1 an | > 1 an <= 5 ans | > 5 ans | Aucune échéance déclarée | | Total |
| Prêts et avances | 491 | 13 893 | 15 384 | 33 798 | 2 369 | | 65 935 |
| Titres de créance | 0 | 507 | 2 411 | 2 892 | 798 | | 6 609 |
| TOTAL | 491 | 14 399 | 17 795 | 36 691 | 3 168 | | 72 544 |

EU CQ4 – QUALITÉ DES EXPOSITIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

| | 31/12/2022 | | | | | | |
|-------------------------------|---------------------------------------|--------------|----------------|------------------------------|----------------------|---|--|
| | Valeur comptable/montant nominal brut | | | | Dépréciation cumulée | Provisions sur engagements hors-bilan et garanties financières donnés | Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes |
| | Dont non performantes | | Dont en défaut | Dont soumises à dépréciation | | | |
| (en M€) | | | | | | | |
| Expositions au bilan | 72 540 | 2 057 | 2 057 | 71 789 | - 485 | | - |
| France | 64 036 | 2 013 | 2 013 | 63 286 | - 474 | | - |
| Italie | 3 462 | 1 | 1 | 3 462 | - 1 | | - |
| États-unis | 1 557 | 1 | 1 | 1 557 | - 0 | | - |
| Suisse | 1 202 | 2 | 2 | 1 202 | - 0 | | - |
| Belgique | 532 | 18 | 18 | 532 | - 1 | | - |
| Autres pays | 1 750 | 21 | 21 | 1 750 | - 8 | | - |
| Expositions hors-bilan | 1 031 | 1 | 1 | 0 | | - 0 | |
| France | 1 027 | 1 | 1 | 0 | | - 0 | |
| Irlande | 4 | 0 | 0 | 0 | | - 0 | |
| Royaume-uni | 0 | 0 | 0 | 0 | | - 0 | |
| Espagne | 0 | 0 | 0 | 0 | | - 0 | |
| Suisse | 0 | 0 | 0 | 0 | | - 0 | |
| Autres pays | 0 | 0 | 0 | 0 | | - 0 | |
| TOTAL | 73 571 | 2 057 | 2 057 | 71 789 | - 485 | - 0 | - |

EU CQ5 – QUALITÉ DE CRÉDIT DES PRÊTS ET AVANCES ACCORDÉS À DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

| | 31/12/2022 | | | | | |
|--|------------------------|----------------|---|--------------|----------------------|--|
| | Valeur comptable brute | | | | Dépréciation cumulée | Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes |
| | Dont non performantes | | Dont prêts et avances soumis à dépréciation | | | |
| (en M€) | | Dont en défaut | | | | |
| Agriculture, sylviculture et pêche | 1 | 0 | 0 | 1 | - 0 | 0 |
| Industries extractives | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Industrie manufacturière | 4 | 1 | 1 | 4 | - 0 | 0 |
| Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné | 16 | 0 | 0 | 16 | - 0 | 0 |
| Production et distribution d'eau | 30 | 0 | 0 | 30 | - 0 | 0 |
| Construction | 190 | 36 | 36 | 190 | - 21 | 0 |
| Commerce | 4 | 2 | 2 | 4 | - 0 | 0 |
| Transport et stockage | 96 | 0 | 0 | 96 | - 0 | 0 |
| Hébergement et restauration | 79 | 8 | 8 | 79 | - 7 | 0 |
| Information et communication | 55 | 0 | 0 | 55 | - 0 | 0 |
| Activités financières et d'assurance | 743 | 1 | 1 | 743 | - 1 | 0 |
| Activités immobilières | 3 826 | 24 | 24 | 3 754 | - 13 | 0 |
| Activités spécialisées, scientifiques et techniques | 139 | 1 | 1 | 139 | - 2 | 0 |
| Activités de services administratifs et de soutien | 107 | 0 | 0 | 107 | - 0 | 0 |
| Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire | 46 | 0 | 0 | 46 | - 0 | 0 |
| Enseignement | 8 | 0 | 0 | 8 | - 0 | 0 |
| Santé humaine et action sociale | 673 | 7 | 7 | 632 | - 3 | 0 |
| Arts, spectacles et activités récréatives | 24 | 0 | 0 | 24 | - 0 | 0 |
| Autres services | 57 | 0 | 0 | 57 | - 0 | 0 |
| TOTAL | 6 097 | 81 | 81 | 5 982 | - 48 | 0 |

EU CQ7 : SÛRETÉS OBTENUES PAR PRISE DE POSSESSION ET EXECUTION

| <i>(en M€)</i> | 31/12/2022 | |
|--|--|-------------------------------|
| | Sûretés obtenues par prise de possession | |
| | Valeur à la comptabilisation initiale | Variations négatives cumulées |
| Immobilisations corporelles (PP&E) | 0 | 0 |
| Autre que PP&E | 0 | 0 |
| Biens immobiliers résidentiels | 0 | 0 |
| Biens immobiliers commerciaux | 0 | 0 |
| Biens meubles (automobiles, navires, etc.) | 0 | 0 |
| Actions et titres de créance | 0 | 0 |
| Autres sûretés | 0 | 0 |
| TOTAL | 0 | 0 |

3.2 INFORMATIONS QUANTITATIVES DÉTAILLÉES

Les informations quantitatives détaillées relatives au risque de crédit dans les tableaux qui suivent viennent enrichir, au titre du Pilier III, les informations de la section précédente.

Information sur les prêts et avances sujets à moratoire législatif et non législatif

VENTILATION DES PRÊTS ET AVANCES SUJETS À MORATOIRE LÉGISLATIF ET NON LÉGISLATIF PAR ÉCHÉANCE RÉSIDUELLE DU MORATOIRE

| (en M€) | Nombre de débiteurs | | Valeur brute | | | | | | | |
|---------|--|----|-----------------------------|---------------------|----------------------------------|-----------|-----------|------------|--------|---|
| | | | Dont : moratoire législatif | Dont : terme expiré | Échéance résiduelle du moratoire | | | | | |
| | | | | | <= 3 mois | <= 6 mois | <= 9 mois | <= 12 mois | > 1 an | |
| 1 | Prêts et avances ayant fait l'objet d'une offre de moratoire | 26 | 3 419 893 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2 | Prêts et avances sujets à moratoire (accordé) | 26 | 3 419 893 | 0 | 3 419 893 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 3 | dont : Ménages | 0 | 270 669 | 0 | 270 669 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 4 | dont : Garantis par un bien immobilier résidentiel | 0 | 270 669 | 0 | 270 669 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 5 | dont : Entreprises non financières | 0 | 3 149 225 | 0 | 3 149 225 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6 | dont : Petites et moyennes entreprises | 0 | 3 140 837 | 0 | 3 140 837 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 7 | dont : Garantis par un bien immobilier commercial | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Techniques de réduction des risques

Les techniques de réduction du risque de crédit sont couramment utilisées au sein du groupe et se distinguent entre sûretés réelles et sûretés personnelles.

La distinction est faite entre les garanties ayant effectivement un effet sur le recouvrement en cas de difficultés et celles étant par ailleurs reconnues par le superviseur dans la pondération des expositions permettant de réduire la consommation de fonds propres. À titre d'exemple, une caution personnelle et solidaire d'un dirigeant d'entreprise cliente en bonne et due forme et recueillie dans les règles de l'art pourra se révéler efficace sans toutefois être éligible en tant que facteur de réduction de risque statistique.

Dans certains cas, les établissements du Groupe choisissent d'adopter à l'utilisation de techniques de réduction des risques des cessions de portefeuilles contentieux, notamment dans les situations où les techniques utilisées sont peu efficaces.

Une utilisation des dérivés de crédit est également réalisée comme technique de réduction du risque et concerne quasi exclusivement la classe d'actif « entreprises ».

DÉFINITION DES SÛRETÉS

La sûreté réelle est une garantie portant sur un ou plusieurs biens meubles ou immeubles, dont la valeur a été appréciée solidement, appartenant au débiteur ou à un tiers consistant à conférer un droit réel sur les-dits biens au créancier (hypothèque immobilière, gage immobilier, gages sur titres cotés et liquides, gage sur marchandises cotées et liquides avec ou sans dessaisissement, nantissement, caution hypothécaire).

Cette sûreté a pour effet de :

- réduire le risque de crédit encouru sur une exposition compte tenu du droit de l'établissement assujéti en cas de défaut ou en cas d'autres événements de crédit spécifiques relatifs à la contrepartie ;
- obtenir le transfert ou la propriété de certains montants ou actifs.

La sûreté personnelle est une sûreté ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition, compte tenu de l'engagement d'un tiers de payer en lieu et place du débiteur les montants dus en cas de défaut de la contrepartie ou en cas d'autres événements spécifiques.

MODALITÉS DE PRISE EN COMPTE SELON L'APPROCHE STANDARD OU IRB

| Sur le périmètre traité en standard | Sur le périmètre traité en IRB | Sur le périmètre clientèle de détail traité en IRBA |
|---|--|--|
| Les sûretés personnelles et réelles sont prises en compte, sous réserve de leur éligibilité, par une pondération bonifiée sur la part garantie de l'exposition. Les sûretés réelles de type <i>cash</i> ou collatéral liquide viennent en diminution de l'exposition brute. | Hors clientèle de détail, les sûretés réelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une diminution du paramètre de « perte en cas de défaut » applicable aux transactions. Les sûretés personnelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une substitution de PD du tiers par celle du garant. | Les sûretés personnelles et réelles sont prises en compte sous réserve de leur éligibilité sous la forme d'une diminution du paramètre de « perte en cas de défaut » applicable aux transactions concernées. |

CONDITIONS À REMPLIR POUR PRISE EN COMPTE DES SÛRETÉS

Les articles 207 à 210 du règlement no 575/2013 du Capital Requirements Regulation (CRR) précisent les conditions requises pour la prise en compte des sûretés, notamment :

La qualité de crédit du débiteur et la valeur de l'instrument ne sont pas corrélées positivement de manière significative. Les titres de créance émis par le débiteur ne sont pas éligibles ;

La sûreté est dûment documentée en termes de description et de valorisation et elle est assortie d'une procédure rigoureuse autorisant un recouvrement rapide ;

La banque dispose de procédures, dûment documentées, adaptées aux différents types et montants d'instruments utilisés ;

La banque détermine la valeur de marché de l'instrument et la réévalue en conséquence, notamment en période de détérioration significative de cette valeur de marché.

La division des risques constitue une technique d'atténuation du risque de crédit. Elle se traduit dans les dispositifs de plafonds et de limites individuelles ou thématiques et permet de réduire la sensibilité des établissements face à des risques unitairement ou sectoriellement jugés trop importants à porter en cas de survenance d'incidents majeurs.

Les activités de surveillance des risques peuvent amener une réduction des expositions au risque si celui-ci est considéré comme trop élevé et sont ainsi contributrices d'une bonne division du risque.

FOURNISSEURS DE PROTECTION

La prise en compte des garanties (ou techniques de réduction de risque) constitue un des facteurs importants de réduction de l'exigence en fonds propres.

Le Fonds de garantie à l'accession sociale permet d'apporter une garantie de l'État français aux prêts conventionnés. La pondération est de 0 % concernant les crédits pour lesquels la couverture a été signée avant le 31 décembre 2006 et 15 % pour ceux octroyés postérieurement à cette date.

Crédit Logement est une société financière notée Aa3 par Moody's et AA par DBRS au 31 décembre 2021

Pour leurs prêts à l'habitat, les réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne sollicitent par ailleurs plusieurs mutuelles telles que la MGEN, la Mutuelle de la Gendarmerie, etc.

Pour le Crédit Foncier, les principaux fournisseurs de sûretés personnelles sur les Particuliers sont la Société de Gestion du FGAS, pour les prêts destinés à l'accession sociale régis par la réglementation des prêts conventionnés et garantis par une sûreté réelle de premier rang (hypothèque ou privilège de prêteur de deniers), les organismes de caution mutuelles (à titre d'exemple la CEGC), les autres établissements financiers (Crédit Logement ou garanties bancaires intragroupe Caisse d'Épargne et BPCE) et des personnes publiques pour les Partenariats public-privé notamment. Côté emprunteurs professionnels et entreprises, le Crédit Foncier fait appel aux garanties de la Banque Publique d'Investissement, du Fonds Européen d'Investissement ou encore de la Banque Européenne d'Investissement.

Enfin, ponctuellement, Natixis recourt pour certaines opérations et dans certaines circonstances à des achats de protections de type assurance-crédit, à des agences de réassurance privées (SCOR) ou publiques (Coface, Hermes, autres agences souveraines) et recourt aussi à l'utilisation de *Credit Default Swaps* (CDS).

Dans le cadre de la crise de la Covid, l'État français a apporté sa garantie aux prêts PGE, distribués par le Groupe BPCE.

Les dérivés de crédit destinés à la couverture de devise ou de taux sont confiés aux chambres de compensation agréées en Europe ou aux USA pour les activités du Crédit Foncier dans ce pays.

HIÉRARCHISATION DES ENJEUX EN TERMES DE CONCENTRATION DE VOLUMES DE GARANTIES

Par type de garant

- Sur les expositions de crédit immobilier, les garanties utilisées sont concentrées sur les hypothèques (risque divisé par définition et renforcé par l'approche en matière d'octroi fondé sur la capacité de remboursement du client), des organismes de cautions en logique assurancielle de type CEGC (organisme captif Groupe BPCE sur lequel des *stress tests* sont régulièrement réalisés), Crédit Logement (organisme de place interbancaire soumis aux mêmes contraintes), FGAS (organisme contrôlé par l'État Français assimilable à un risque souverain). La garantie Casden, octroyée aux personnels de la fonction publique, présente à ce jour une bonne capacité de résilience selon un modèle basé sur la capacité de remboursement forte de cette clientèle.
- Sur les expositions de type professionnels, les garanties les plus utilisées sont les cautions de type Banque Publique d'investissement (BPI), soumises à un respect de forme strict, et les hypothèques. Les cautions d'organisme de type Socama, dont la solvabilité relève des établissements de crédit du Groupe BPCE, sont également utilisées.
- Concernant la clientèle *Corporate*, les principales garanties utilisées sont les hypothèques et les cautions de la Banque Publique d'Investissement.

Par fournisseurs de dérivés de crédit

- La réglementation impose l'utilisation des chambres de compensation pour le risque de taux sur le nouveau flux. Cet adossement ne couvre toutefois pas le risque de défaillance de la contrepartie, qui est un risque granulaire. La concentration sur les chambres de compensation, qui va s'accroître progressivement, constitue un risque régulé et surveillé.
- Le risque lié aux devises est couvert au niveau de chaque contrat avec la mise en place d'appels de marge à fréquence adaptée au risque. L'adossement sur ces opérations est réalisé sur des contreparties interbancaires spécialisées sur ce type d'opérations, dans le cadre de limites individuelles autorisées en Comité de crédit et contreparties groupe.

Par secteur d'activité de crédit

- Les dispositifs sectoriels en place au sein du groupe permettent d'orienter la politique de garantie en fonction des secteurs d'activité. Des préconisations sont émises auprès des établissements dans ce cadre.

Par zone géographique

- Le Groupe BPCE est principalement exposé en France et de façon moins importante, *via* Natixis, à l'étranger. De fait, les garanties sont donc principalement localisées en France.

VALORISATION ET GESTION DES INSTRUMENTS CONSTITUTIFS DE SÛRETÉS RÉELLES

Le Groupe BPCE dispose d'un outil de revalorisation automatique des garanties immobilières pour l'ensemble des réseaux.

Au sein du Groupe, les cautions des organismes de cautionnement reconnues comme fournisseurs de sûretés d'effet équivalent à une garantie hypothécaire par le superviseur sont traitées sur la base d'une évaluation de type assurancielle.

Un processus groupe d'évaluation renforcé a été mis en place pour l'évaluation des garanties immobilières supérieures à certains

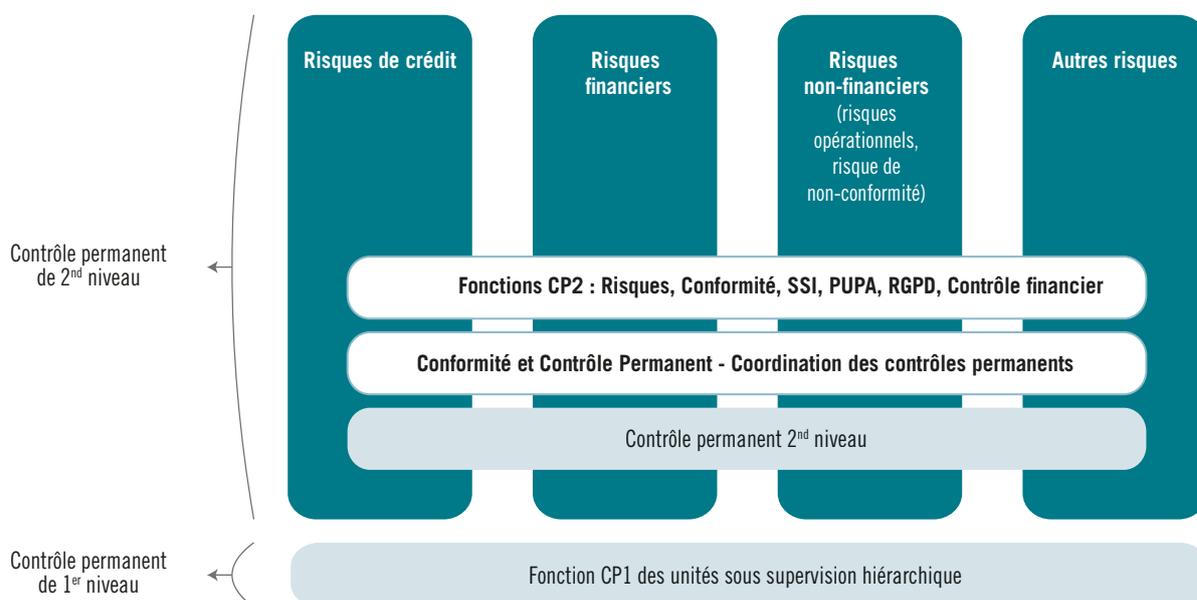
montants. Pour les garanties de montants plus importants, l'appréciation et la validation des sûretés repose alors sur une évaluation systématique des garanties ou selon une valeur de marché lorsque ces sûretés sont cotées sur des marchés liquides (par exemple des titres cotés), ou encore sur la base d'une expertise permettant de démontrer la valeur de la garantie utilisée en couverture des risques (par exemple la valeur de transactions récentes sur des avions ou des navires selon leurs caractéristiques, la valeur d'un stock de matière première, la valeur d'un gage sur marchandise donnée ou encore la valeur d'un fonds de commerce selon son emplacement, etc.).

DESCRIPTION DU DISPOSITIF

Le dispositif de contrôle de la prise des garanties, de leur validité, de leur enregistrement et de leur valorisation relève de la responsabilité du Crédit Foncier. L'enregistrement des garanties suit les procédures en vigueur et le Crédit Foncier assure la conservation et l'archivage des garanties, conformément aux procédures en vigueur :

- le contrôle permanent de 1^{er} niveau est assuré par les opérationnels sous la supervision de leur hiérarchie. Les modalités de contrôle sont intégrées dans des manuels de procédures ou d'opérations, dont la constitution et la mise à jour sont de la responsabilité des unités ;

- le contrôle permanent de 2^{ème} niveau est exercé par des directions centrales indépendantes des structures opérationnelles et rattachées hiérarchiquement au Directeur exécutif en charge du Pôle Risques et Conformité. Ces Directions s'assurent du respect des procédures internes et des exigences législatives et réglementaires, ainsi que de la bonne maîtrise des risques. Elles définissent et mettent en œuvre annuellement un plan de contrôle. Elles vérifient que les contrôles opérationnels (1^{er} niveau) sont mis en œuvre de manière fiable (contrôles de fiabilisation de 2^e niveau) et réalisent des contrôles complémentaires. Les résultats de leurs contrôles et présentés périodiquement au Comité de contrôle interne du Crédit Foncier.



EFFET DES TECHNIQUES DE RÉDUCTION DU RISQUE DE CRÉDIT

En 2022, la prise en compte des collatéraux reçus au titre des garanties et des sûretés obtenues par l'établissement dans le cadre de son activité de crédit, et la prise en compte des achats de protection, ont permis de réduire l'exposition de l'établissement au risque de crédit et, par conséquent, l'exigence en fonds propres.

EU CR3 – TECHNIQUES DE RÉDUCTION DU RISQUE DE CRÉDIT

| | 31/12/2022 | | | | |
|-----------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|---|---|----------|
| | Valeur comptable non garantie | Valeur comptable garantie | | | |
| (en M€) | | Dont garantie par des sûretés | Dont garantie par des garanties financières | Dont garantie par des dérivés de crédit | |
| Prêts et avances | 29 360 | 37 102 | 23 399 | 13 703 | 0 |
| Titres de créance | 5 672 | 936 | 0 | 936 | 0 |
| TOTAL | 35 032 | 38 038 | 23 399 | 14 639 | 0 |
| Dont expositions non performantes | 2 | 1 648 | 973 | 676 | 0 |
| Dont en défaut | 2 | 1 648 | 0 | 0 | 0 |

EU CR4 – APPROCHE STANDARD – EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET EFFETS DE L'ATTÉNUATION

| Catégories d'expositions (en M€) | 31/12/2022 | | | | | |
|--|---|------------------------|---|------------------------|--|-------------------------------------|
| | Expositions avant facteur de conversion en équivalent-crédit et avant atténuation du risque de crédit | | Expositions après facteur de conversion en équivalent-crédit et après atténuation du risque de crédit | | Risques pondérés et densité des Risques pondérés | |
| | Expositions au bilan | Expositions hors-bilan | Expositions au bilan | Expositions hors-bilan | Risques pondérés | Densité des Risques pondérés (en %) |
| Administrations centrales ou banques centrales | 5 462 | 0 | 12 997 | 2 | 315 | 2 % |
| Administrations régionales ou locales | 13 734 | 273 | 17 112 | 125 | 3 520 | 20 % |
| Entités du Secteur public | 3 880 | 354 | 3 353 | 194 | 463 | 13 % |
| Banques multilatérales de développement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Organisations internationales | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Établissements | 13 339 | 166 | 13 745 | 179 | 19 | 0 % |
| Entreprises | 5446 | 171 | 2007 | 134 | 889 | 42 % |
| Clientèle de détail | 1092 | 58 | 1087 | 32 | 833 | 74 % |
| Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier | 27 177 | 8 | 20 473 | 4 | 7356 | 36 % |
| Expositions en défaut | 1 700 | 1 | 1 078 | 1 | 1 111 | 103 % |
| Expositions présentant un risque particulièrement élevé | 2 | 0 | 2 | 0 | 4 | 150 % |
| Obligations garanties | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Organismes de placement collectif | 32 | | 32 | 0 | 44 | 138 % |
| Actions | 204 | 0 | 204 | 0 | 204 | 100 % |
| Autres éléments | 115 | 0 | 115 | 0 | 70 | 61 % |
| TOTAL | 72 185 | 1 031 | 72 206 | 671 | 14 829 | 20 % |

